

Distr.
LIMITEET/COM.5/L.167
10 août 1956

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DE M. ANTOINE KOUNDJI
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 du règlement
intérieur du Conseil de tutelle)A Monsieur le Juge de paix à compétence
étendu du Nkongsamba

Monsieur le Juge,

Référence à ma pétition adressée à l'O.N.U. le 6 juin 1955; objectivement aux faits gouvernemental de son plan de repression sanglante menée contre une population sans armes. Ma pétition cité comme partiel.

- a. La perte de ma femmen et mes deux enfants
- b. L'incendiation de ma maison
- c. La confuscation de mes biens par les meneurs colonialistes dont Monsieur Roland Pré est le porte fait"

Si Rapporte : I. Conseil de Tutelle, ayant examiné petition M Antoine Nkounadji
II. Observation de l'autorité administrante et la déclaration de son représentant spécial d'ou il resort notamment que :

- a. L'autorité administrante n'a eu connaissance incident qui durait au lieu à Lala;
- b. Informe de petitionnaire qu'il est libre de rendre au territoire
- c. Invite le petitionnaire à le presenter devant l'autorités locales qui enquêteront sur sa plainte et l'aidera à trouver sa femme ses enfants.

En conséquence

- a. Attire l'attention de l'autorité administrante et son représentant spécial sur ses déclarations "n'a eu Connaissance d'aucun incident qui aurait eu lieu à Lala.

- b. lui met en connaissance que non seulement la personnalité de qui ait eu sujet dans le lieu de Lala. Mais plus de 5 âmes qui demeurent à l'espine pénitencière; la seule mission civilisatrice de gouvernement Français.
- b. invite l'autorité administrante reconnaître ses paroles en élargissant une enquête sur le lieu de lala de façon en retrouver ma femme et mes enfants suivant son addition si mentionnée dans paragraphe 3, page sans observation.
- c. attire l'attention d'autorité administrante de me faire parvenir dans temps à bref délai le dossier préalable reméditant ma situation.
- d. reste encore une fois de plus à faire connaître à l'O.N.U. que le dossier de l'autorité locale et son représentant spécification est son argument donné à des mensonges jamais inconnu du monde.
- e. reste sur sa déclaration et lui invite d'y accomplir ses actes.

Veuillez agréer, monsieur le juge, de paix à compétence tendu de Nongsamba

Ampliation

juge de paix; Nkongsamba

ONU

Haussaire Yaoundé

C.C. Manjo (sous maquis)

Procureur Général Ydé

Maguis, le 18 juin 1956

A la signature du Pétitionnaire

Konadji Antoinne

(signé)